

le fait qu'une industrie vitale du Québec est maintenant confrontée par des difficultés quasi insurmontables.

Il n'est donc pas étonnant qu'à l'annonce de la nouvelle politique laitière, l'Union des producteurs agricoles du Québec et l'Association canadienne des producteurs laitiers aient manifesté à la fois leur colère et leur désappointement.

**M. Pelletier:** Vous étiez en Floride!

**M. Wagner:** Je pense qu'il s'agit d'une attaque personnelle du secrétaire parlementaire (M. Pelletier). Je dois dire au député que si j'étais absent à ce moment-là de la Chambre, c'était sur les instructions d'un médecin. J'aurais préféré être ici pour faire face aux décisions injustes du gouvernement.

*La Terre de Chez Nous*, organe de l'UPA, a souligné à juste titre, et je cite:

Dans l'élaboration de sa politique laitière nationale, le gouvernement s'est montré beaucoup plus soucieux d'appliquer des mesures restrictives que de favoriser la mise en place d'une politique agressive pour protéger et l'industrie laitière et le producteur.

Aux seuls producteurs laitiers du Québec, la nouvelle politique fera perdre cette année une trentaine de millions de dollars. On peut donc craindre avec l'UPA l'abandon de nombreuses fermes laitières et la faillite de certains producteurs, spécialement chez les jeunes, avec toutes les conséquences économiques et sociales qu'un tel désastre risque d'entraîner. Le ministre de l'Agriculture n'a pas l'air de soupçonner que le remède qu'il propose, à savoir l'intégration graduelle de la production agricole au Québec, ne répond pas aux conditions spécifiques de ma province dont le sol est généralement pauvre et se prête mal à une agriculture diversifiée.

En fait, au Québec, 70 p. 100 des 23,000 producteurs agricoles exploitent des fermes laitières. On voit donc le coup sensible que la nouvelle politique laitière va porter à l'économie de ma province. Les difficultés des agriculteurs québécois et celles de leurs collègues des autres provinces sont aggravées par la décision du gouvernement de permettre l'importation de 50 millions de livres de fromage, sans que ce même gouvernement n'ait tenté d'obtenir, spécialement du Marché commun européen, un traitement réciproque pour les produits laitiers canadiens.

De toutes les demandes des producteurs de lait, le ministre n'en a accepté intégralement qu'une seule: il a maintenu la subvention à \$2.66 les 100 livres. Il a bien, théoriquement, fixé à \$1.45 le prix garanti pour le lait de transformation, mais, par le jeu des retenues, le ministre a effectivement coupé de moitié la subvention prévue, sans compter qu'il a doublé, en les portant de 65¢ à \$1.35 les 100 livres, les frais d'exportation de la poudre de lait. On comprend donc la colère des producteurs de lait à qui le gouvernement refuse l'indexation réelle de leurs coûts de production, un privilège pourtant accordé aux autres secteurs industriels. Il est donc juste d'affirmer que la nouvelle politique laitière du gouvernement est désastreuse pour l'agriculture du Québec.

Ces difficultés sont encore aggravées par un conflit qui s'éternise entre le Conseil du Trésor et le groupe des vétérinaires à l'emploi du gouvernement. On me signale qu'il existe présentement quelque 140 postes de vétérinaires vacants dans l'administration fédérale, et que les démissions sont nombreuses parmi ces spécialistes pourtant indispensables à la santé du public et à celle du cheptel. J'espère donc, monsieur le président, que le président du Conseil du Trésor et le ministre de l'Agriculture conjugueront leurs efforts afin de régler le problème et

### Subsides

assurer ainsi à l'agriculture canadienne des services qui lui sont nécessaires à tous égards.

Avant de reprendre mon siège, j'aimerais attirer l'attention de la Chambre sur deux problèmes: l'un, d'ordre local, et l'autre, d'ordre moral et économique à la fois. La région de Saint-Hyacinthe est située dans ce qu'on appelle la plaine de Montréal, cœur de l'industrie agricole du Québec. Le temps est venu, pour le gouvernement fédéral, de s'entendre avec celui du Québec, afin de jeter les bases dans cette zone d'une industrie agro-alimentaire intégrée. Je fais ici appel, en particulier, au ministre de l'Expansion économique régionale (M. Lessard), dont je connais les sympathies pour l'agriculture québécoise et, en particulier, pour la région dont la circonscription de Saint-Hyacinthe fait partie.

La plaine de Montréal est déjà le centre d'une culture maraîchère et fruitière importante; elle soutient la comparaison avec les autres en ce qui regarde les grandes cultures et la production des grains de provende. Elle est dotée d'une industrie laitière dont les possibilités sont considérables et l'élevage peut s'y pratiquer sur une vaste échelle. Pour que naisse enfin cette industrie agro-alimentaire intégrée dont elle possède déjà les éléments essentiels, il importe d'abord qu'on y procède au zonage des terres arables afin de les protéger contre l'urbanisation croissante. Mais on devrait songer également—et, à ce sujet, le ministère de l'Expansion économique régionale peut jouer un rôle de premier plan—à y concentrer les industries qui vivent de l'agriculture. Je pense aux conserveries, aux fabriques d'engrais ou de moulées, aux manufactures d'équipement agricole ou même, si la chose est possible, aux tanneries. Disposant déjà d'une raffinerie de betteraves à sucre, dotée d'une école de médecine vétérinaire qui fait autorité, la plaine de Montréal et la région de Saint-Hyacinthe, en particulier, peuvent également devenir un centre d'enseignement agricole spécialisé susceptible de fournir à ses diplômés des emplois sur les fermes ou dans les usines de traitement de produits ou de sous-produits de l'agriculture.

L'autre problème que je veux évoquer est à la fois moral, économique et administratif. Il s'agit de la gestion des approvisionnements canadiens en regard de la faim dans le monde. Pendant que des millions d'hommes souffrent de sous-alimentation, des pays comme le nôtre réduisent périodiquement leur production de vivres, faute de marchés pour les écouler ou de mécanismes appropriés pour secourir ceux qui ont faim.

Monsieur le président, je suis au courant des efforts généreux du Canada pour nourrir ceux qui ont faim, mais je suis convaincu—et le cas de la politique laitière en est l'illustration—que la participation canadienne à l'assistance alimentaire laisse encore beaucoup à désirer. Malgré nos efforts, malgré les efforts d'autres pays industrialisés, il n'en demeure pas moins que la richesse de quelques-uns au sein de la misère d'une immense majorité d'humains constitue un scandale social qui doit troubler nos consciences.

Monsieur le président, la disproportion entre l'abondance des uns et la détresse des autres doit nous inciter à rechercher promptement une solution aux problèmes que pose l'assistance aux affamés. C'est encore là le meilleur moyen d'assurer la paix et la stabilité dans le monde. Tant que nous n'aurons pas appris à donner sans recevoir, nous n'aurons pas complètement pratiqué cette solidarité universelle dont nous avons fait un de nos objectifs nationaux.